

ARCELORMITTAL (ISBERGUES) INQUIÉTUDES PERSISTANTES APRÈS LE CHÔMAGE TECHNIQUE DE JANVIER

En reprenant Arcelor en 2006, Mittal commençait ses grandes manœuvres. Aujourd'hui, l'entité Arcelor-Mittal, premier groupe mondial de l'acier, regroupe 320 000 salariés.

L Nord/Pas-de-Calais a une position stratégique pour ce groupe mais les couperets fonctionnent toujours : fermeture de l'aciérie à Ugine-Isbergues et la liquidation de Tréfileurope à Loison-sous-Lens et des restructurations dans la sidérurgie dunkerquoise. Mittal dégraisse de nouveau et organise son jeu de domino avec, notamment, à Isbergues, le projet "Recyco", 90 emplois au lieu et place des 410 emplois de l'aciérie électrique... Ce projet, a minima, ne passe pas. Placé sous les fonds baptismaux d'un plan de sauvegarde de l'emploi catastrophique, "Recyco" a pour but de recycler les poussières, aciers (inoxydables et spéciaux) provenant du littoral dunkerquois et de Belgique. Il est opérationnel avec des "garanties de transport" sécurisées promises par la direction auprès des autorités compétentes. Dans un premier temps, ce sont cinquante emplois qui se trouvent dans le dossier et quarante autres dans les prochains mois. Outre le faible nombre d'emplois, les riverains posent la question de la pollution et l'ensemble du projet "Recyco" ne fait pas l'unanimité.

Isbergues restructurait pour Mittal

Les suppressions d'emploi dans le groupe Arcelor sont monnaie courante, le couperet pour plus de 410 emplois a fonctionné à l'automne 2006 à Isbergues. La date initialement prévue était fixée à l'été 2006 mais les changements intervenus lors du rapprochement Arcelor/Mittal steel ont sans doute bouleversé les calendriers. Toujours est-il que des restructurations ont lieu dans tout le groupe. Ugine et ALZ ont fermé l'aciérie. 800 personnes sont actuellement dans l'effectif d'Isbergues mais ce chiffre va sensiblement être modifié car la direction table toujours sur des départs dits "volontaires"... Depuis des années et l'annonce de la fermeture de l'aciérie, les syndicats et la CGT d'Ugine et d'ALZ du groupe Arcelor se montrent vigilants mais savent que la date butoir approche ; une convention de revitalisation du territoire a été signée en 2005 entre la préfecture du Pas-de-Calais et la direction mais on connaît par trop les limites de ce type de convention. Arcelor a lancé depuis le printemps 2003 la restructuration de sa production inox qui se traduira par un regroupement de celle-ci à Charleroi et par la fermeture progressive des sites de l'Ardoise dans le Gard et d'Isbergues. La fermeture de l'Ardoise est déjà effective avec la suppression de 433 emplois. On sait que lorsque des postes de travail disparaissent, ils ne sont jamais remplacés et souvent l'expression "pas de licenciement sec" est une argutie



de façade. L'aciérie d'Isbergues représente à elle seule une part de l'histoire industrielle de ce secteur qui a une belle chronologie de deux siècles. Isbergues représente un effectif de 1.300 personnes dont 419 sur son aciérie, cette unité est fermée ; la branche laminage à froid poursuivra sa production. Des reclassements ont été "proposés" (Desvres, Dunkerque et Charleroi) mais tous ces sites étant eux-mêmes visés par des suppressions d'emplois ! Plusieurs salariés d'Ugine-Isbergues en sont déjà à leur troisième mutation, notamment Longwy vers la Normandie puis vers Ugine. Arcelor a "délocalisé" vers Isbergues une unité de distribution, Ugine ALZ, implantée en Ile-de-France à Gonesse en supprimant 135 emplois. La stratégie d'Arcelor fait long feu ; les délocalisations comportent un revers à la médaille, le départ pour Isbergues ne serait que le prélude à une concentration de la production d'inox d'Arcelor sur les sites belges de Genk et Charleroi. Les députés communistes ont dénoncé toute cette situation lors de nombreuses questions écrites et orales à l'Assemblée nationale. Arcelor serre aussi ses coûts salariaux pour amortir les conséquences de son expansion internationale par acquisitions, notamment au Brésil où le groupe a pris le contrôle, au début de l'été 2004, de la Companhia Siderurgica de Tubarao. Chez Arcelor, l'objectif prioritaire semble pourtant de séduire les analystes boursiers en affichant des ambitions de géant mondial qui n'hésite pas à gagner des parts de marché par des opérations de croissance externe au détriment de la croissance interne. A Isbergues, le groupe Arcelor a liquidé la seule aciérie française qui produisait de l'acier inox de haute qualité avec l'aide de fonds publics européens. La future aciérie Carinox de Charleroi en Belgique va atteindre le million de tonnes mais auparavant celle d'Isbergues a été complètement arrêtée. Pour la direction d'Ugine-ALZ d'Arcelor, c'est la continuité de l'activité sous d'autres cieux

mais, bien sûr, pas avec le même personnel. 410 emplois sont concernés par la fermeture et la direction évite le mot licenciement mais il y aura 410 suppressions de postes de travail. Le numéro un de la Sidérurgie entend se recentrer sur ses sites côtiers - Dunkerque, Fos, Aviles en Espagne notamment - au détriment de ses implantations continentales - avec la fermeture des hauts fourneaux de Hayange et des aciéries de Sérémaange et de Rombas en Moselle, ainsi que d'autres installations à Liège en Belgique et à Brème et Eisenhüttenstadt en Allemagne. La direction d'Arcelor a programmé la suppression de 1000 postes au Luxembourg dans les produits longs, de 600 emplois d'ici 2006 à Sollac Lorraine, avec la fermeture à l'horizon 2009-2010 de la filière à chaud où travaillent 1100 salariés. Dans les aciers plats, des plans de "rationalisation" sont en cours à Montataire dans l'Oise - 440 emplois en moins - et à Mardyck API dans le Nord, qui font suite à la fermeture du site de Biache, dans le Pas-de-Calais, intervenue en prélude à la fusion. Les capacités de production d'inox en France sont, donc, réduites d'une manière drastique avec l'arrêt de l'usine de l'Ardoise dans le Gard et la toute prochaine fermeture de l'aciérie d'Isbergues. C'est une page qui se tourne pour l'acier dans ce secteur géographique, secteur dont les spécialistes de la reconversion abordent avec beaucoup de prudence tant les dégâts en termes d'emplois rejouent sur toute la population. Quant à la "mobilité" (Ugo, Desvres ou Dunkerque, Belgique), la formation, la conversion, c'est une toute autre affaire. Quant à Lakshmi Mittal, il est seul aux commandes du groupe puisqu'il a remplacé, en mai dernier, le président du conseil d'administration du géant de l'acier ArcelorMittal, le Luxembourgeois Joseph Kinsch, deux ans après la fusion entre Arcelor et Mittal Steel...

Pierre Pirierros

LA SECTION DE CALAIS DU PCF : "SEA FRANCE : TOUT FAIRE POUR SAUVER LES EMPLOIS"

L A compagnie SEA-France propose de supprimer 650 emplois. C'est inacceptable !

Comment en est-on arrivé là ? Les erreurs de gestion, la crise économique d'une extrême gravité n'expliquent sans doute pas tout. Depuis décembre, les prévisions de suppression d'emplois auront été multipliées par 5 !

Il y a un avenir pour cette belle entreprise : tant que l'Angleterre n'aura pas «largué les amarres», il faudra des navires pour transporter marchandises et passagers.

Faut-il casser l'outil SEA-France parce que la conjoncture est difficile ? Bien sûr que non. Ce serait prendre le risque de voir d'autres lieux (Boulogne-sur-Mer, Dunkerque...) voire d'autres entreprises...privées celles-là (LDLine par exemple) capter le trafic.. Il ne peut pas y avoir deux poids et deux mesures. L'Etat doit assurer SEA-France (et la SNCF) de la solidarité nationale. Sarkozy a bien su trouver 428 milliards d'euros en 24h pour renflouer les banques qui avaient joué au pocker menteur avec l'argent des épargnants.

Il vient d'annoncer un plan de plus de 7 milliards d'euros d'aides pour aider Renault et Peugeot... à condition que ces entreprises ne licencient pas, et l'Etat ne pourrait pas trouver seulement quelques dizaines de millions d'euros, pour combler le déficit de SEA-France ?

C'est pourquoi, nous demandons au gouvernement d'intervenir pour sauver SEA-France et ses emplois !

Nous comprenons la colère des salariés, et nous les assurons de la solidarité du PCF et de ses élus.

Par contre, celle de Madame Bouchart nous semble feinte. Membre du bureau national de l'UMP, elle aime à faire valoir ses relations au plus haut niveau de l'Etat. Et elle veut nous faire croire qu'elle ignorait tout de la situation ?

Les larmes de crocodiles ne servent à rien dans de telles circonstances ! Les polémiques stériles aussi. Seule l'action peut être efficace. Calais a une tradition de lutte ; la population a su se rassembler à chaque fois qu'il le fallait, que ce soit pour défendre le pavillon français, les LU ou le «duty free»

Alors, il faut mobiliser toutes les énergies, derrière les organisations syndicales de SEA-France, pour obtenir un plan de sauvetage et de développement de l'entreprise, et la préservation des emplois.

Bertrand Péricaud

ALCATEL SUBMARINE NETWORKS (CALAIS) DÉBRAYAGE POUR LES SALAIRES SUR FOND DE PROFITS

L E 11 février dernier, les salariés d'Alcatel ont débrayé toute la journée. Rejoints par leurs collègues du site de Villarceaux, ils revendiquent leur part de profits réalisés par l'entreprise qui leur impose un gel des salaires.

«Il y a eu des négociations salariales la semaine dernière et les propositions de la direction ne nous conviennent pas. Un deuxième rendez-vous est programmé jeudi», expliquent les syndicats CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC.

Alcatel Submarine networks (ASN) affiche sa bonne santé. Plus de 30 000 kilomètres de câbles ont été produits l'an dernier, et le carnet de commandes pour 2009 est

copieusement rempli, au point que l'usine calaisienne s'appête à embaucher en CDI une quarantaine d'intérimaires.

Dans ce contexte, la grève sonne comme un retour de manivelle pour la direction.

En effet, il y a quelques années, les salariés ont encaissé une crise très grave, un plan social très sévère. La direction avait alors demandé de gros efforts. Aujourd'hui, alors que ASN est le fer de lance du groupe Alcatel-Lucent «nous faisons les bénéfices, nous entendons simplement être récompensés, enfin, des efforts que nous avons consentis», revendiquent unitairement les syndicats.

19 MARS : LES FONCTIONNAIRES MOBILISÉS

L ES syndicats de la Fonction Publique ont appelé les 5,2 millions de fonctionnaires à se joindre à la nouvelle journée d'action nationale du 19 mars lancée par les huit confédérations. Les fédérations de fonctionnaires de la CGT, la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC, FO, FSU, Solidaires et l'Unsa ont estimé que les réponses apportées par le président de la République Nicolas Sarkozy à leurs revendications "restent loin des attentes et des exigences portées par la mobilisa-

tion du 29 janvier". [...] Aucune des revendications des personnels n'a été prise en compte.

Au contraire le président de la République a cherché à opposer public et privé", affirment les syndicats de la Fonction publique qui ont notamment demandé un "moratoire" des 30.000 suppressions d'emplois prévues en 2009 dans le cadre de la réforme de l'Etat (RGPP) et une revalorisation "significative" du point d'indice, base de calcul des salaires des fonctionnaires.